JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages 600 F • 32 à 44 pages 1000 F • 48 à 60 pages 1500 F • Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de porte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS

ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

2008

23 mai	- Arrêté n°028/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Sika Kondji, préfecture de Yoto à la société G&B African Resources Ltd	2
23 mai	- Arrêté n°029/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Agodomé, préfecture de Yoto à la société G&B African Resources Ltd	3
23 mai	- Arrêté n°030/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Giboto Zevé, préfecture de Yoto à la société G&B African Resources Ltd	4

23 mai	- Arrêté n°031/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Ahépé, préfecture de Yoto à la société G&B African Resources Ltd	5
23 mai	- Arrêté n°032/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Adangbé, préfecture de Zio à la société G&B African Resources Ltd	6
23 mai	- Arrêté n°033/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Kovié, préfecture de Yoto à la société G&B African Resources Ltd	7
23 mai	- Arrêté n°034/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Davié, préfecture de Zio à la société G&B African Resources Ltd.	8

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS

ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

ARRETE N° 028/08/MEE/SG/DGMG/DRGM du 23 mai 2008
portant attribution d'un permis de recherche de
l'uranium à Sika Kondji, préfecture de YOTO, à la
société G & B African Resources Ltd.

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Sur proposition du directeur général des Mines et de la Géologie.

Vu la loi n° 96-004 PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2003-012-PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004 PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2007-132 PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement ;

Vu la demande en date du 20 mars 2008 de la société « G & B African Resources Ltd » pour solliciter un permis de recherche de l'uranium à Sika Kondji, préfecture de YOTO ;

Vu le récépissé n° 29246 en date du 28 avril 2008 du versement des droits fixes et des redevances superficielles.

ARRETE :

Article premier - Un permis de recherche de l'uranium à Sika Kondji, préfecture de YOTO, est accordé à la société « **G & B African Resources Ltd** ».

Art. 2 - Conformément au plan à l'échelle 1/200 000 ci-joint, les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètre du permis sont :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie (Km ²)
A	1° 30' 26" 58	6° 38' 50" 01	98.14
B	1° 36' 44" 71	6° 38' 51" 12	
C	1° 40' 08" 49	6° 33' 26" 09	
D	1° 30' 27" 55	6° 33' 24" 46	

Art. 3 - Les sommets de ce périmètre devront être matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

GBAR-SKA, GBAR-SKB, GBAR-SKC, GBAR-SKD.

La signification des inscriptions GBAR. SK et (A, B, C, D) est la suivante

GBAR : «G & B African Resources Ltd»; SK : Sika Kondji et (A, B, C, D) sommets du périmètre ainsi délimité.

La limite de la zone est matérialisée de SKB à SKC, par le lit du fleuve Mono.

Art. 4 - Les droits fixes et les redevances superficielles s'élèvent respectivement par an à trois cents mille (300.000) francs CFA

pour la délivrance du permis et pour son renouvellement et à deux mille deux cent cinquante (2.250) francs CFA/km². Ces frais sont payés au Trésor Public contre récépissé.

La preuve du paiement des droits fixes et des redevances superficielles devra être fournie au directeur général des Mines et de la Géologie.

Les frais d'instruction du dossier s'élèvent à deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA payables à la direction générale des Mines et de la Géologie avant l'instruction du dossier.

Le taux des redevances superficielles est augmenté de cent pour cent (100%) lors de chaque renouvellement.

Art. 5 - Le permis est accordé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté et est renouvelable seulement deux (2) fois, chacune pour une durée de deux (2) ans.

A chaque renouvellement la société «**G & B African Resources Ltd**» devra renoncer à la moitié de la superficie couverte.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins trois (03) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, «**G & B African Resources Ltd**» est tenue de payer de nouveau les frais d'instructions, les droits fixes et les redevances superficielles.

Art. 6 - Pendant la durée du permis, la société «**G & B African Resources Ltd**» est tenue d'effectuer les travaux de recherche, objet du présent arrêté, et de respecter le programme d'engagement de travaux et dépenses ayant accompagné la demande du permis.

Art. 7 - En application de l'article 16 du code minier, la société «**G & B African Resources Ltd**» est prioritaire pour l'obtention d'un permis d'exploitation en cas de découverte d'un gisement économiquement exploitable dans le périmètre de son permis.

Art. 8 - «**G & B African Resources Ltd**» évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution de la terre, de l'atmosphère, des eaux et le dommage ou la destruction de la flore et/ou de la faune, conformément aux dispositions du code minier et du code de l'environnement ainsi que de leurs textes d'application.

Art. 9 - Le permis de recherche n'est ni divisible, ni amodiable, ni transmissible, ni susceptible de mise en garantie ; il est cependant cessible avec l'accord préalable du ministre chargé des Mines.

Art. 10 - « G & B African Resources Ltd » est tenue de présenter un rapport trimestriel de ses activités de recherche au Directeur général des Mines et de la Géologie.

Art. 11 - A défaut d'avancement satisfaisant des travaux de recherche dans un délai d'un (1) an, le Ministre se réserve le droit de retirer le permis.

Art. 12 - Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Art. 13 - Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 mai 2008

Damnipi NOUPOKOU

ARRETE N° 029/08 /MMEE/SG/DGMG/DRGM du 23 mai 2008 portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Agodomé, préfecture de YOTO, à la société G & B African Resources Ltd.

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Sur proposition du directeur général des Mines et de la Géologie,

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2003- 012/PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement ;

Vu la demande en date du 20 mars 2008 de la société « G & B African Resources Ltd » pour solliciter un permis de recherche de l'uranium à Agodomé, préfecture de YOTO ;

Vu le récépissé n° 29242 en date du 28 avril 2008 du versement des droits fixes et des redevances superficiaires.

ARRETE :

Article premier - Un permis de recherche de l'uranium à Agodomé, Préfecture de YOTO, est accordé à la société « G & B African Resources Ltd ».

Art. 2 - Conformément au plan à l'échelle 1/200 000 ci-joint, les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètre du permis sont :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie (Km ²)
A	1° 30' 24" 67	6° 49' 15" 06	101.83
B	1° 35' 45" 49	6° 49' 16" 02	
C	1° 36' 40" 09	6° 44' 16" 66	
D	1° 30' 25" 59	6° 44' 15" 56	

Art. 3 - Les sommets de ce périmètre devront être matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

G BAR-AA, G BAR-AB, G BAR-AC, G BAR-AD.

La signification des inscriptions G BAR, A et (A, B, C, D) est la suivante :

G BAR : « G & B African Resources Ltd » ; A : Agodomé et (A, B, C, D) sommets du périmètre ainsi délimité.

La limite de la zone est matérialisée de AB à AC, par le lit du fleuve Mono.

Art. 4 - Les droits fixes et les redevances superficiaires s'élèvent respectivement par an à trois cents mille (300.000) francs CFA pour la délivrance du permis et pour son renouvellement et à deux mille deux cent cinquante (2 250) francs CFA/km². Ces frais sont payés au Trésor Public contre récépissé.

La preuve du paiement des droits fixes et des redevances superficiaires devra être fournie au directeur général des Mines et de la Géologie.

Les frais d'instruction du dossier s'élèvent à deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA payables à la direction générale des Mines et de la Géologie avant l'instruction du dossier.

Le taux des redevances superficiaires est augmenté de cent pour cent (100%) lors de chaque renouvellement.

Art. 5 - Le permis est accordé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté et est renouvelable seulement deux (2) fois, chacune pour une durée de deux (2) ans.

A chaque renouvellement la société « G & B African Resources Ltd » devra renoncer à la moitié de la superficie couverte.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins trois (03) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, « G & B African Resources Ltd » est tenue de payer de nouveau les frais d'instructions, les droits fixes et les redevances superficiaires.

Art. 6 - Pendant la durée du permis, la société «G & B African Resources Ltd» est tenue d'effectuer les travaux de recherche, objet du présent arrêté, et de respecter le programme d'engagement de travaux et dépenses ayant accompagné la demande du permis.

Art. 7 - En application de l'article 16 du code minier, la société «G & B African Resources Ltd» est prioritaire pour l'obtention d'un permis d'exploitation en cas de découverte d'un gisement économiquement exploitable dans le périmètre de son permis.

Art. 8 - «G & B African Resources Ltd» évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution de la terre, de l'atmosphère, des eaux et le dommage ou la destruction de la flore et/ou de la faune, conformément aux dispositions du code minier et du code de l'environnement ainsi que de leurs textes d'application.

Art. 9 - Le permis de recherche n'est ni divisible, ni amodiable, ni transmissible, ni susceptible de mise en garantie ; il est cependant cessible avec l'accord préalable du ministre chargé des mines.

Art. 10 - «G & B African Resources Ltd» est tenue de présenter un rapport trimestriel de ses activités de recherche au Directeur général des Mines et de la Géologie.

Art. 11 - A défaut d'avancement satisfaisant des travaux de recherche dans un délai d'un (1) an, le Ministre se réserve le droit de retirer le permis.

Art. 12 - Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Art. 13 - Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 mai 2008

Dammipi NOUPOKOU

ARRETE N° 030/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM du 23 mai 2008
portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Gboto Zévé, Préfecture de YOTO, à la société G & B African Resources Ltd.

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Sur proposition du directeur général des Mines et de la Géologie,
Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n°2003- 012 PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n°2007-132 PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement;

Vu la demande en date du 20 mars 2008 de la société « G & B African Resources Ltd» pour solliciter un permis de recherche de l'uranium à Gboto Zévé, Préfecture de YOTO ;

Vu le récépissé n° 29241 en date du 28 avril 2008 du versement des droits fixes et des redevances superficielles.

ARRETE :

Article premier – Un permis de recherche de l'uranium à Gboto Zévé, préfecture de YOTO, est accordé à la société « G & B African Resources Ltd».

Art. 2 - Conformément au plan à l'échelle 1/200 000 ci-joint, les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètre du permis sont :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie (Km ²)
A	1° 24' 59" 95	6° 44' 14" 53	196.52
B	1° 36' 36" 83	6° 44' 16" 65	
C	1° 36' 31" 89	6° 38' 51" 07	
D	1° 25' 01" 00	6° 38' 49" 00	

Art. 3 - Les sommets de ce périmètre devront être matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

GBAR-GZA, GBAR -GZB, GBAR -GZC, GBAR -GZD.

La signification des inscriptions GBAR, GZ et (A, B, C, D) est la suivante :

GBAR : «G & B African Resources Ltd»; GZ : Gboto Zévé et (A, B, C, D) sommets du périmètre ainsi délimité.

La limite de la zone est matérialisée de GZB à GZC, par le lit du fleuve Mono.

Art. 4 - Les droits fixes et les redevances superficielles s'élèvent respectivement par an à trois cents mille (300.000) francs CFA pour la délivrance du permis et pour son renouvellement et à deux mille deux cent cinquante (2 250) francs CFA/km². Ces frais sont payés au Trésor Public contre récépissé.

La preuve du paiement des droits fixes et des redevances superficielles devra être fournie au directeur général des Mines et de la Géologie.

Les frais d'instruction du dossier s'élèvent à deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA payables à la direction

générale des Mines et de la Géologie avant l'instruction du dossier.

Le taux des redevances superficielles est augmenté de cent pour cent (100%) lors de chaque renouvellement.

Art. 5 - Le permis est accordé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté et est renouvelable seulement deux (2) fois, chacune pour une durée de deux (2) ans.

A chaque renouvellement la société «G & B African Resources Ltd» devra renoncer à la moitié de la superficie couverte.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins trois (03) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, «G & B African Resources Ltd» est tenue de payer de nouveau les frais d'instruction, les droits fixes et les redevances superficielles.

Art. 6 - Pendant la durée du permis, la société «G & B African Resources Ltd» est tenue d'effectuer les travaux de recherche, objet du présent arrêté, et de respecter le programme d'engagement de travaux et dépenses ayant accompagné la demande du permis.

Art. 7 - En application de l'article 16 du code minier, la société «G & B African Resources Ltd» est prioritaire pour l'obtention d'un permis d'exploitation en cas de découverte d'un gisement économiquement exploitable dans le périmètre de son permis.

Art. 8 - «G & B African Resources Ltd» évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution de la terre, de l'atmosphère, des eaux et le dommage ou la destruction de la flore et/ou de la faune, conformément aux dispositions du code minier et du code de l'environnement ainsi que de leurs textes d'application.

Art. 9 - Le permis de recherche n'est ni divisible, ni amodiable, ni transmissible, ni susceptible de mise en garantie ; il est cependant cessible avec l'accord préalable du ministre chargé des Mines.

Art. 10 - «G & B African Resources Ltd» est tenue de présenter un rapport trimestriel de ses activités de recherche au directeur général des Mines et de la Géologie.

Art. 11 - A défaut d'avancement satisfaisant des travaux de recherche dans un délai d'un (1) an, le Ministre se réserve le droit de retirer le permis.

Art. 12 - Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Art. 13 - Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 mai 2008

Damniipi NOUPOKOU

ARRETE N°031/08/MMEE/SG/DGMIG/DRGM du 23 mai 2008 portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Ahépé, préfecture de YOTO, à la société G & B African Resources Ltd.

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Sur proposition du directeur général des Mines et de la Géologie.

Vu la loi n° 96-004-PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n°2003- 012-PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004-PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2007-132-PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement;

Vu la demande en date du 20 mars 2008 de la société « G & B African Resources Ltd» pour solliciter un permis de recherche de l'uranium à Ahépé, préfecture de YOTO ;

Vu le récépissé n° 29245 en date du 28 avril 2008 du versement des droits fixes et des redevances superficielles.

ARRETE :

Article premier - Un permis de recherche de l'uranium à Ahépé, préfecture de YOTO, est accordé à la société « G & B African Resources Ltd».

Art. 2 - Conformément au plan à l'échelle 1/200 000 ci-joint, les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètre du permis sont :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie (Km ²)
A	1°19'35" 43	6°38'47" 92	200
B	1°30'26" 58	6°38'50" 01	
C	1°30'27" 55	6°33'24" 46	
D	1°19'36" 52	6°33'22" 40	

Art. 3 - Les sommets de ce périmètre devront être matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

GBAR-AA, GBAR-AB, GBAR-AC, GBAR-AD.

La signification des inscriptions GBAR, A et (A, B, C, D) est la suivante :

GBAR : « G & B African Resources Ltd »; A : Ahépé et (A, B, C, D) sommets du périmètre ainsi délimité.

Art. 4 - Les droits fixes et les redevances superficielles s'élèvent respectivement par an à trois cents mille (300.000) francs CFA pour la délivrance du permis et pour son renouvellement et à deux mille deux cent cinquante (2 250) francs CFA/km². Ces frais sont payés au Trésor Public contre récépissé.

La preuve du paiement des droits fixes et des redevances superficielles devra être fournie au directeur général des Mines et de la Géologie.

Les frais d'instruction du dossier s'élèvent à deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA payables à la direction générale des Mines et de la Géologie avant l'instruction du dossier.

Le taux des redevances superficielles est augmenté de cent pour cent (100%) lors de chaque renouvellement.

Art. 5 - Le permis est accordé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté et est renouvelable seulement deux (2) fois, chacune pour une durée de deux (2) ans.

A chaque renouvellement la société « **G & B African Resources Ltd** » devra renoncer à la moitié de la superficie couverte.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins trois (03) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, « **G & B African Resources Ltd** » est tenue de payer de nouveau les frais d'instructions, les droits fixes et les redevances superficielles.

Art. 6 - Pendant la durée du permis, la société « **G & B African Resources Ltd** » est tenue d'effectuer les travaux de recherche, objet du présent arrêté, et de respecter le programme d'engagement de travaux et dépenses ayant accompagné la demande du permis.

Art. 7 - En application de l'article 16 du code minier, la société « **G & B African Resources Ltd** » est prioritaire pour l'obtention d'un permis d'exploitation en cas de découverte d'un gisement économiquement exploitable dans le périmètre de son permis.

Art. 8 - « **G & B African Resources Ltd** » évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution de la terre, de l'atmosphère, des eaux et le dommage ou la destruction de la flore et/ou de la faune, conformément aux dispositions du code minier et du code de l'environnement ainsi que de leurs textes d'application.

Art. 9 - Le permis de recherche n'est ni divisible, ni amodiable, ni transmissible, ni susceptible de mise en garantie ; il est cependant cessible avec l'accord préalable du ministre chargé des Mines.

Art. 10 - « **G & B African Resources Ltd** » est tenue de présenter un rapport trimestriel de ses activités de recherche au directeur général des Mines et de la Géologie.

Art. 11 - A défaut d'avancement satisfaisant des travaux de recherche dans un délai d'un (1) an, le Ministre se réserve le droit de retirer le permis.

Art. 12 - Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Art. 13 - Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 mai 2008

Damnipi NOUPOKOU

ARRETE n° 032/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM du 23 mai 2008
portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Adangbé, préfecture du Zio, à la société **G & B African Resources Ltd**.

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Sur proposition du directeur général des Mines et de la Géologie,

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2003- 012/PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement ;

Vu la demande en date du 20 mars 2008 de la société « **G & B African Resources Ltd** » pour solliciter un permis de recherche de l'uranium à Adangbé, préfecture du ZIO ;

Vu le récépissé n° 29244 en date du 28 avril 2008 du versement des droits fixes et des redevances superficielles.

ARRETE :

Article premier - Un permis de recherche de l'uranium à Adangbé, Préfecture du Zio, est accordé à la société « **G & B African Resources Ltd** ».

Art. 2 - Conformément au plan à l'échelle 1/200 000 ci-joint, les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètre du permis sont :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie (Km ²)
A	1° 14' 11" 03	6° 33' 21" 29	200
B	1° 25' 02" 03	6° 33' 23" 46	
C	1° 25' 03" 05	6° 27' 57" 92	
D	1° 14' 12" 17	6° 27' 55" 78	

Art. 3 - Les sommets de ce périmètre devront être matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

GBAR-AA, GBAR-AB, GBAR-AC, GBAR-AD.

La signification des inscriptions GBAR A et (A, B, C, D) est la suivante :

GBAR : «**G & B African Resources Ltd**» : A : Adangbé et (A, B, C, D) sommets du périmètre ainsi délimité.

Art. 4 - Les droits fixes et les redevances superficielles s'élèvent respectivement par an à trois cents mille (300.000) francs CFA pour la délivrance du permis et pour son renouvellement et à deux mille deux cent cinquante (2 250) francs CFA/km². Ces frais sont payés au Trésor Public contre récépissé.

La preuve du paiement des droits fixes et des redevances superficielles devra être fournie au directeur général des Mines et de la Géologie.

Les frais d'instruction du dossier s'élèvent à deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA payables à la direction générale des Mines et de la Géologie avant l'instruction du dossier.

Le taux des redevances superficielles est augmenté de cent pour cent (100 %) lors de chaque renouvellement.

Art. 5 - Le permis est accordé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté et est renouvelable seulement deux (2) fois, chacune pour une durée de deux (2) ans.

A chaque renouvellement la société «**G & B African Resources Ltd**» devra renoncer à la moitié de la superficie couverte.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins trois (03) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, «**G & B African Resources Ltd**» est tenue de payer de nouveau les frais d'instructions, les droits fixes et les redevances superficielles.

Art. 6 - Pendant la durée du permis, la société «**G & B African Resources Ltd**» est tenue d'effectuer les travaux de recherche, objet du présent arrêté, et de respecter le programme d'engagement de travaux et dépenses ayant accompagné la demande du permis.

Art. 7 - En application de l'article 16 du code minier, la société «**G & B African Resources Ltd**» est prioritaire pour l'obtention d'un permis d'exploitation en cas de découverte d'un gisement économiquement exploitable dans le périmètre de son permis.

Art. 8 - «**G & B African Resources Ltd**» évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution

de la terre, de l'atmosphère, des eaux et le dommage ou la destruction de la flore et/ou de la faune, conformément aux dispositions du code minier et du code de l'environnement ainsi que de leurs textes d'application.

Art. 9 - Le permis de recherche n'est ni divisible, ni amodiable, ni transmissible, ni susceptible de mise en garantie : il est cependant cessible avec l'accord préalable du Ministre chargé des mines.

Art. 10 - «**G & B African Resources Ltd**» est tenue de présenter un rapport trimestriel de ses activités de recherche au directeur général des Mines et de la Géologie.

Art. 11 - A défaut d'avancement satisfaisant des travaux de recherche dans un délai d'un (1) an, le ministre se réserve le droit de retirer le permis.

Art. 12 - Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Art. 13 - Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 mai 2008

Dammipi NOUPOKOU

ARRETE N° 033/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM du 23 mai 2008
portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Kovié, Préfecture de l'AVE, à la société G & B African Resources Ltd.

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Sur proposition du directeur général des Mines et de la Géologie.

- Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

- Vu la loi n° 2003- 012/PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

- Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement;

- Vu la demande en date du 20 mars 2008 de la société «**G & B African Resources Ltd**» pour solliciter un permis de recherche de l'uranium à Kovié, préfecture de l'AVE ;

- Vu le récépissé n° 29240 en date du 28 avril 2008 du versement des droits fixes et des redevances superficielles.

ARRETE :

Article premier - Un permis de recherche de l'uranium à Kovié, préfecture de l'AVE, est accordé à la société «**G & B African Resources Ltd**».

Art. 2 - Conformément au plan à l'échelle 1/200 000 ci-joint, les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètre du permis sont :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie (Km ²)
A	1° 00' 39" 92	6° 22' 27" 32	200
B	1° 11' 30" 61	6° 22' 29" 71	
C	1° 11' 31" 74	6° 17' 04" 21	
D	1° 00' 41" 17	6° 17' 01" 85	

Art. 3 - Les sommets de ce périmètre devront être matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

GBAR-KA, GBAR-KB, GBAR-KC, GBAR-KD.

La signification des inscriptions GBAR, K et (A, B, C, D) est la suivante :

GBAR : «G & B African Resources Ltd» ; K : Kovié et (A, B, C, D) sommets du périmètre ainsi délimité.

Art. 4 - Les droits fixes et les redevances superficielles s'élèvent respectivement par an à trois cents mille (300.000) francs CFA pour la délivrance du permis et pour son renouvellement et à deux mille deux cent cinquante (2 250) francs CFA/km². Ces frais sont payés au Trésor Public contre récépissé.

La preuve du paiement des droits fixes et des redevances superficielles devra être fournie au directeur général des Mines et de la Géologie.

Les frais d'instruction du dossier s'élèvent à deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA payables à la direction générale des Mines et de la Géologie avant l'instruction du dossier.

Le taux des redevances superficielles est augmenté de cent pour cent (100 %) lors de chaque renouvellement.

Art. 5 - Le permis est accordé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté et est renouvelable seulement deux (2) fois, chacune pour une durée de deux (2) ans.

A chaque renouvellement la société «G & B African Resources Ltd» devra renoncer à la moitié de la superficie couverte.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins trois (03) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, «G & B African Resources Ltd» est tenue de payer de nouveau les frais d'instructions, les droits fixes et les redevances superficielles.

Art. 6 - Pendant la durée du permis, la société «G & B African Resources Ltd» est tenue d'effectuer les travaux de recherche, objet du présent arrêté, et de respecter le programme d'engagement de travaux et dépenses ayant accompagné la demande du permis.

Art. 7 - En application de l'article 16 du code minier, la société «G & B African Resources Ltd» est prioritaire pour l'obtention d'un permis d'exploitation en cas de découverte d'un gisement économiquement exploitable dans le périmètre de son permis.

Art. 8 - «G & B African Resources Ltd» évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution de la terre, de l'atmosphère, des eaux et le dommage ou la destruction de la flore et/ou de la faune, conformément aux dispositions du code minier et du code de l'environnement ainsi que de leurs textes d'application.

Art. 9 - Le permis de recherche n'est ni divisible, ni amodiable, ni transmissible, ni susceptible de mise en garantie ; il est cependant cessible avec l'accord préalable du ministre chargé des Mines.

Art. 10 - «G & B African Resources Ltd» est tenue de présenter un rapport trimestriel de ses activités de recherche au directeur général des Mines et de la Géologie.

Art. 11 - A défaut d'avancement satisfaisant des travaux de recherche dans un délai d'un (1) an, le ministre se réserve le droit de retirer le permis.

Art. 12 - Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Art. 13 - Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 mai 2008

Dammipi NOUPOKOU

ARRETE N° 034/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM du 23 mai 2008
portant attribution d'un permis de recherche de l'uranium à Davié, préfecture du Zio, à la société G & B African Resources Ltd.

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Sur proposition du directeur général des Mines et de la Géologie.

Vu la loi n° 96-004-PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise :

Vu la loi n° 2003-012-PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004-PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2007-132-PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement ;

Vu la demande en date du 29 mars 2008 de la société « G & B African Resources Ltd » pour solliciter un permis de recherche de l'uranium à Davié, préfecture du Zio ;

Vu le récépissé n° 29243 en date du 28 avril 2008 du versement des droits fixes et des redevances superficielles.

ARRETE :

Article premier - Un permis de recherche de l'uranium à Davié, préfecture du Zio, est accordé à la société « G & B African Resources Ltd ».

Art. 2 - Conformément au plan à l'échelle 1/200 000 ci-joint, les parallèles et les méridiens définissant chacun des sommets du périmètre du permis sont :

Sommets	Longitudes Est	Latitudes Nord	Superficie (Km ²)
A	1° 07' 41" 67	6° 27' 54" 39	200
B	1° 18' 32" 51	6° 27' 56" 67	
C	1° 18' 33" 59	6° 22' 31" 15	
D	1° 07' 42" 86	6° 22' 28" 90	

Art. 3 - Les sommets de ce périmètre devront être matérialisés sur le sol par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

GBAR-DA, GBAR-DB, GBAR-DC, GBAR-DD.

La signification des inscriptions GBAR, K et (A, B, C, D) est la suivante :

GBAR : « G & B African Resources Ltd » ; D : Davié et (A, B, C, D) sommets du périmètre ainsi délimité.

Art. 4 - Les droits fixes et les redevances superficielles s'élèvent respectivement par an à trois cents mille (300.000) francs CFA pour la délivrance du permis et pour son renouvellement et à deux mille deux cent cinquante (2 250) francs CFA/km². Ces frais sont payés au Trésor Public contre récépissé.

La preuve du paiement des droits fixes et des redevances superficielles devra être fournie au directeur général des Mines et de la Géologie.

Les frais d'instruction du dossier s'élèvent à deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA payables à la direction générale des Mines et de la Géologie avant l'instruction du dossier.

Le taux des redevances superficielles est augmenté de cent pour cent (100%) lors de chaque renouvellement.

Art. 5 - Le permis est accordé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté et est renouvelable seulement deux (2) fois, chacune pour une durée de deux (2) ans.

A chaque renouvellement la société « G & B African Resources Ltd » devra renoncer à la moitié de la superficie couverte.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins trois (03) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, « G & B African Resources Ltd » est tenue de payer de nouveau les frais d'instructions, les droits fixes et les redevances superficielles.

Art. 6 - Pendant la durée du permis, la société « G & B African Resources Ltd » est tenue d'effectuer les travaux de recherche, objet du présent arrêté, et de respecter le programme d'engagement de travaux et dépenses ayant accompagné la demande du permis.

Art. 7 - En application de l'article 16 du code minier, la société « G & B African Resources Ltd » est prioritaire pour l'obtention d'un permis d'exploitation en cas de découverte d'un gisement économiquement exploitable dans le périmètre de son permis.

Art. 8 - « G & B African Resources Ltd » évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution de la terre, de l'atmosphère, des eaux et le dommage ou la destruction de la flore et/ou de la faune, conformément aux dispositions du code minier et du code de l'environnement ainsi que de leurs textes d'application.

Art. 9 - Le permis de recherche n'est ni divisible, ni amodiable, ni transmissible, ni susceptible de mise en garantie : il est cependant cessible avec l'accord préalable du ministre chargé des Mines.

Art. 10 - « G & B African Resources Ltd » est tenue de présenter un rapport trimestriel de ses activités de recherche au directeur général des Mines et de la Géologie.

Art. 11 - A défaut d'avancement satisfaisant des travaux de recherche dans un délai d'un (1) an, le ministre se réserve le droit de retirer le permis.

Art. 12 - Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Art. 13 - Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 mai 2008

Dammipi NOUPOKOU